Entretien de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères, avec France Info le 14 mars 2013, notamment sur la situation en Syrie et sur l'intervention militaire française au Mali.

2013-03-14

Q - Merci d'être en direct avec nous ce matin sur France Info. C'est demain le deuxième anniversaire de la révolution en Syrie. Vous écrivez que c'est un anniversaire de sang et de larmes. Question claire : est-ce qu'on doit armer aujourd'hui l'opposition syrienne ?

R - Oui. La position que nous avons prise avec François Hollande, c'est de demander la levée de l'embargo sur les armes. Pourquoi ? Depuis le début, la France est en pointe pour soutenir la résistance syrienne. On le fait sur le plan humanitaire car il faut les aider. On le fait sur le plan politique en soutenant l'opposition. Vous avez dit vous-même le bilan est absolument épouvantable - il y a plus de 70.000 morts, plus d'un million de réfugiés et la région elle-même est à feu et à sang. On ne peut pas accepter qu'il y ait ce déséquilibre actuel avec, d'un côté, l'Iran et la Russie qui livrent des armes à Bachar et de l'autre, des résistants qui ne peuvent pas se défendre.

Q - Et là, il n'y a pas de respect de l'embargo.

R - Bien sûr que non, bien sûr que non.

Q - Donc jusqu'à quand est-ce que nous respectons l'embargo ?

R - Justement, la position que nous prenons, et qui est aussi celle des Britanniques, c'est de demander aux Européens maintenant de lever l'embargo pour que les résistants aient la possibilité de se défendre.

Q - Et si ce n'est pas fait, que fera la France ?

R - La France est une nation souveraine.

Q - David Cameron dit effectivement : «Il n'est pas impossible que nous procédions comme bon nous semble». Est-ce que l'on va agir avec la Grande-Bretagne ?

R - Oui. On se concerte en permanence et sur cette question-là, nous avons des positions identiques.

Q - Donc cela signifie que s'il n'y a pas de position internationale commune, il pourrait y avoir une position commune de la France et de la Grande-Bretagne pour armer l'opposition ?

R - Pour lever l'embargo, oui, exactement.

Q - Sergueï Lavrov, votre homologue russe, a pris soin de dire hier depuis Londres - ça n'est pas un hasard - que livrer des armes à l'opposition était une violation de la loi internationale.

R - Oui, mais on ne va pas entrer dans une fausse polémique. La Russie et l'Iran livrent des armes à Bachar Al-Assad. On ne peut pas dans le même temps, arguer de telle ou telle considération juridique pour dire : «On peut livrer des armes à Bachar Al-Assad mais on ne peut pas permettre que les résistants se défendent». Non. Cela ne signifie pas que nous abandonnons la solution politique mais Bachar ne veut pas du tout bouger parce qu'il être en position de supériorité permanente par les armes. En fait, lever l'embargo est l'un des seuls moyens qu'il reste pour faire évoluer politiquement la situation.

Q - Est-ce que vous vous êtes donné un délai ?

R - Il faut aller très vite.

Q - C'est-à-dire ?

R - Normalement, les Européens devraient examiner cette question dans plusieurs semaines. Mais nous allons demander avec les Britanniques que cette réunion d'examen soit avancée.

Q - Avant fin mars ?

R - Oui. Enfin, il faut aller extrêmement vite. Mais dans le même temps, j'insiste, il faut garder travailler sur le plan politique, ce que nous faisons d'ailleurs avec les Américains, les Russes, les Britanniques et avec la coalition nationale syrienne.

Q - Le Conseil de sécurité de l'ONU doit soumettre à la Cour pénale internationale, la CPI, les crimes de guerre commis par les deux parties en conflit en Syrie. C'est ce qu'affirme ce matin, il y a quelques minutes seulement Amnesty International. Vous souscrivez ou pas ?

R - La Cour pénale internationale doit jouer son rôle, c'est évident. Lorsqu'il y a eu des exactions, quelles que soient les personnes qui les ont commises, elles doivent être sanctionnées.

Q - Vous parliez tout à l'heure des réfugiés. La situation est particulièrement délicate pour la Jordanie.

R - Jordanie et Liban, oui.

Q - Je crois qu'il y a un million de réfugiés. Il y avait déjà en Jordanie les réfugiés palestiniens, cela devient compliqué. Qu'est-ce qu'on peut faire justement pour essayer de stabiliser toute la zone ?

R - Le mot «compliqué» est faible. C'est une situation dramatique. Plus de 20 % de la population jordanienne est composée de réfugiés. C'est un petit pays très coopératif mais qui n'a pas de moyens infinis. Il faut les aider sur le plan humanitaire. Il y a des camps qu'on doit essayer de ravitailler. La France aide dans le domaine médical et dans d'autres terrains. Et puis, il faut surtout agir, pour revenir à votre première question, afin que le carnage en Syrie cesse et que du même coup le flux de réfugiés puisse être tari.

Q - Alors on va évoquer aussi la situation au Mali. Nos troupes sont engagées là-bas. Cette phrase m'a frappée, une phrase du Général Desportes. Il dit : «C'est une guerre française. La France sera jusqu'au bout responsable de ce qui va se passer».

R - Écoutez, ce sont les autorités civiles françaises qui décident, les commentaires étant libres. Qu'est-ce que nous sommes en train de faire là-bas ? Nous sommes en train de gagner la guerre. Pourquoi est-ce que nous sommes intervenus ? Parce qu'il fallait arrêter les terroristes, sinon le Mali serait devenu un État terroriste avec la contagion sur tous les autres pays.

Q - Pardon, gagner la guerre ça signifie qu'on a quasiment éradiqué tous les djihadistes qui se trouvent là-bas ?

R - Cela signifie qu'on a démantelé les groupes terroristes, bien sûr, et leurs chefs. Cela ne veut pas dire qu'il ne reste pas dans d'autres pays ou au Mali tel ou tel terroriste, parce que malheureusement le terrorisme est un mal endémique. Mais déjà les opérations qui ont été menées sur l'ensemble du Mali ont été, sur le plan militaire, un succès incontestable. J'en profite d'ailleurs pour féliciter nos armées qui ont fait un travail magnifique, souvent au péril de leur vie. Nous sommes en train de gagner la guerre, mais il faut aussi gagner la paix. Nous travaillons bien sûr là-dessus.

Q - Gagner la paix, cela passe par une solution politique. Comment fait-on ?

R - Gagner la paix, cela passe à la fois par une solution politique et par une solution de développement. Le développement, nous nous en occupons, les Français et les Européens, vous le savez. En ce qui concerne l'aspect démocratique, nous avons demandé, et cela commence à être fait, qu'il y ait un dialogue et une réconciliation au sein du peuple malien, et ensuite il va y avoir des élections.

Q - Vous tablez sur juillet. Est-ce que ce n'est pas un peu tôt pour ces élections ?

R - Non.

Q - On avait parlé d'un retour des troupes françaises début mars, qui commencerait en tous cas en mars. Maintenant, on dit avril. Juillet cela vous paraît une bonne échéance ?

R - Oui. Mais le calendrier va être respecté pour ce qui concerne les troupes françaises. En ce qui concerne les élections, c'est l'Assemblée nationale malienne qui a fixé cette feuille de route et je la crois parfaitement justifiée.

Pourquoi ? Parce que si on dépassait ce délai, compte tenu de la saison des pluies qui vient après, il faudra attendre plusieurs mois. Et puis, c'est tout à fait normal qu'on ait un nouveau président et une nouvelle assemblée. Il s'agit de mettre en place ces dispositions.

J'ajoute, parce que nous n'en avons pas parlé, que tout ceci va être chapeauté dans le futur par l'organisation des Nations unies. La France, là aussi, fait un travail tout à fait remarquable et il est probable qu'au mois d'avril il y aura une décision des Nations unies pour constituer ce qu'on appelle l'opération de maintien de la paix, qui se mettra en route progressivement.

Q - Est-ce qu'on a une précision ? On parlait tout à l'heure, Laurent Fabius, des djihadistes ; est-ce qu'on a avancé sur l'identification des fameux chefs dont on a beaucoup parlé ? On a entendu parler d'ADN.

R - Ça concerne surtout Abou Zeid. Il y a une tentative de comparaison des ADN.

Q - On en est où ?

R - Nous n'avons pas encore le résultat mais cette opération est menée. Elle n'est pas facile, je ne vais pas entrer dans des détails macabres. Mais nous essayons de faire cela, oui.

Q - Vous allez, je crois, bientôt au Nigeria.

R - Et au Cameroun, oui.

Q - Puisqu'on évoquait le Mali, où en est le sort de nos otages ? Est-ce que vous avez tenté d'établir des contacts avec les ravisseurs ?

R - J'ai vu les proches de la famille qui a été prise en otage au Cameroun. Ce sont des gens vraiment admirables. Nous sommes en contact permanent avec les autorités camerounaises et nigérianes. Je ne veux pas donner de détails pour des raisons évidentes, mais le maximum est fait pour essayer de libérer les nôtres.

Q - Oui. Il y a des questions de rançon qui ont été évoquées ou pas ?

R - Non, je n'entre pas dans cette discussion. Je pense que sur toutes ces questions qui sont extrêmement délicates, il faut faire preuve de beaucoup de détermination et en même temps

de beaucoup de discrétion.

Q - D'un mot peut-être, l'élection hier du Pape. C'est aussi un chef d'État ?

R - Bien sûr.

Q - Donc il y aura une relation diplomatique.

R - Nous lui adressons nos félicitations et puis il semble que ce soit une première. Vous l'avez dit sur vos antennes : le premier latino-américain, Argentin, qui est aux côtés des pauvres. Je souhaite qu'évidemment son pontificat serve - je ne vais pas entrer dans des considérations religieuses - la paix et la fraternité.

Source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 18 mars 2013

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/187422-entretien-de-m-laurent-fabius-ministre-des-affaires-etrangeres-avec-f